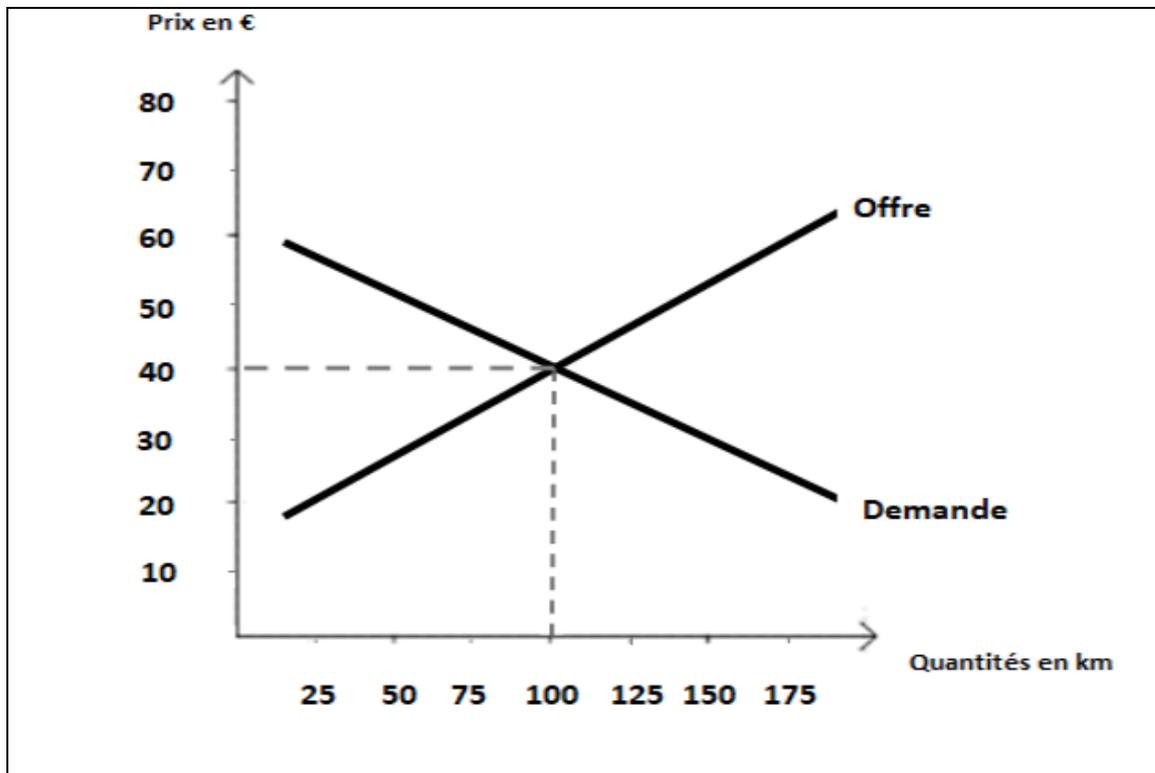




Première partie : Mobilisation de connaissances et traitement de l'information (10 points)

Document : Cas fictif d'un marché de transport de colis avant prise en compte de la pollution



Questions :

1. En quoi le marché est-il défaillant en présence d'externalités ? (4 points)
2. La pollution engendrée par les transporteurs de colis a un coût collectif important. Les pouvoirs publics décident d'imposer une taxe payée par les entreprises de 10 € pour 100 km parcourus. Sur l'annexe, déterminez graphiquement le nouvel équilibre après l'instauration de cette taxe. (3 points)
3. Quel est l'effet de cette intervention des pouvoirs publics sur l'équilibre ? (3 points)

Modèle CCYC : ©DNE

Nom de famille (naissance) :

(Suivi s'il y a lieu, du nom d'usage)

Prénom(s) :

N° candidat : N° d'inscription :

(Les numéros figurent sur la convocation.)

Né(e) le : / /



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

1.1

Seconde partie : Raisonnement appuyé sur un dossier documentaire (10 points)

Sujet : À l'aide du dossier documentaire et de vos connaissances, vous montrerez que l'entreprise est un lieu de relations sociales entre différentes parties prenantes.

Document 1 :

De nombreuses voix s'élèvent aujourd'hui pour promouvoir un modèle européen continental du capitalisme¹ qui se soucierait davantage des intérêts de l'ensemble des parties prenantes des entreprises et pas seulement de leurs actionnaires comme c'est le cas dans le capitalisme actionnarial² anglo-saxon. Il ne s'agit pas de défavoriser l'actionnaire ou de compromettre le profit sans lequel une entreprise ne peut être pérenne³, mais de prendre en compte les intérêts de tous les partenaires de l'entreprise pour optimiser la création de richesses et sa répartition. Autrement dit, (...) d'aligner davantage les intérêts des dirigeants des entreprises avec ceux des salariés, des clients, des sous-traitants et fournisseurs, des créanciers⁴, des consommateurs (...).

Les actionnaires sont propriétaires des actions et, en contrepartie des fonds qu'ils ont mis à la disposition de l'entreprise, ils ont droit à une rémunération *via* la distribution de dividendes et – si possible – l'augmentation de la valeur de leurs actions, mais en aucun cas, ils ne sont propriétaires de l'entreprise (une société est une personne morale et à ce titre ne peut appartenir à personne). (...) Dans cette configuration d'un capitalisme financier dit actionnarial, les dirigeants sont censés prendre des décisions favorables aux intérêts des actionnaires, autrement dit garantir une rentabilité rapide et élevée de l'argent investi, quitte à prendre des décisions radicales en matière de politique salariale et/ou d'emplois afin de préserver coûte que coûte les profits (...). [Désormais], il faut restaurer la légitimité des dirigeants dont on a eu tendance à faire des « agents » de l'actionnaire là où leur mission consiste à définir et à porter des projets capables de créer de la valeur collective dans le long terme. (...)

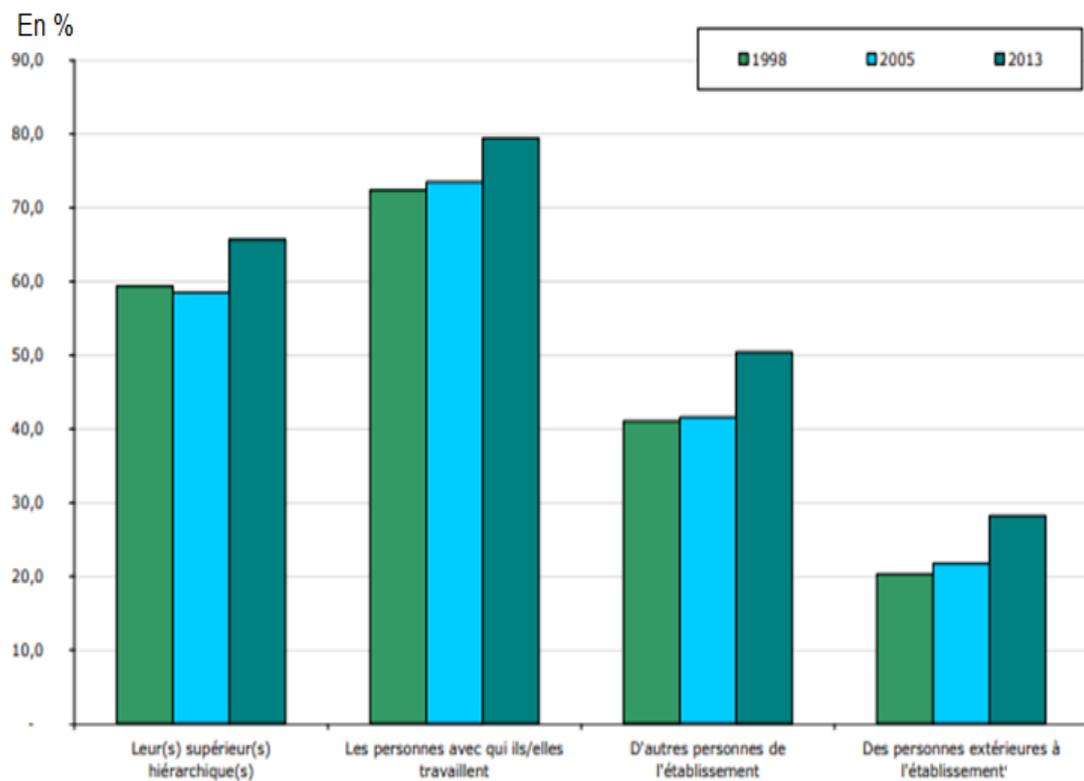
Douze pays de l'Union européenne ont déjà adopté des systèmes qui prévoient la participation d'élus de salariés aux conseils [d'administration].

Source : Patrick ARTUS, Marie-Paule VIRARD, *Et si les salariés se révoltaient ?*, 2018.

1. Système économique actuel, reposant sur la propriété privée et le libre marché.
2. Type de capitalisme qui favorise, parmi les parties prenantes de l'entreprise, les actionnaires.
3. Durable.
4. Prêteurs, qui détiennent une dette sur l'entreprise.



Document 2 : Proportion de salariés français qui sont aidés s'ils ont du mal à faire un travail délicat ou compliqué (en %)



Champ : Ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : DARES, *Enquêtes Conditions de travail*, juin 2016.

